



Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Editorial des bulletins d'entreprise de Lutte Ouvrière en France

# Il n'y aura pas d'issue sans un parti ouvrier communiste révolutionnaire !

Nous remercions les électeurs qui ont voté au premier tour pour un des candidats de Lutte ouvrière. Ils ont exprimé la conscience et la fierté d'appartenir au monde du travail et ils ont affirmé les intérêts des travailleurs. Ils ont eu raison.

Ce courant de 350.000 personnes est encore modeste. Et en l'absence d'un véritable parti ouvrier, le monde du travail se perd dans la recherche d'un sauveur suprême qui n'existe pas.

Ce sauveur suprême a longtemps été cherché à gauche. Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs le voient dans le Rassemblement national. C'est une voie mortelle pour la classe ouvrière.

Le RN, comme tous les partis en compétition pour gouverner, est respectueux de l'ordre capitaliste et fondamentalement dévoué à la grande bourgeoisie qui détient le monopole des usines, des banques et des chaînes de distribution. Il véhicule les idées les plus réactionnaires : le racisme, la xénophobie, l'oppression des femmes.

Le plus grave est que ce nouveau postulant au rôle de sauveur suprême dresse les travailleurs les uns contre les autres en fonction de leurs origines, les divise et les affaiblit, à un moment où le monde du travail a encore plus besoin de son unité pour les combats à venir contre ses ennemis mortels, le grand patronat, les maîtres des grandes entreprises et de la finance.



Alors, il est exclu qu'un travailleur conscient vote RN. Il n'est évidemment pas question de voter pour un candidat de Macron qui a piétiné le monde ouvrier.

Les électeurs de Lutte ouvrière peuvent vouloir voter pour un candidat du Nouveau Front populaire\* contre le RN. Si c'est le cas, ils peuvent le faire sans en être gênés. Ils ont exprimé au premier tour ce qu'ils pensaient de ces politiciens, leur rejet de ces partis qui, à chaque fois qu'ils ont gouverné, ont trahi leurs propres promesses pour se soumettre aux volontés de la bourgeoisie, et ont ainsi tant fait pour rapprocher le RN du pouvoir gouvernemental.

Quant à ceux qui n'ont pas envie de donner quitus aux candidats de la gauche [approuver leur politique], y compris à des ex-ministres et ex-président, ils peuvent aussi sans remord se passer d'aller voter et exprimer de cette façon leur défiance vis-à-vis de l'ensemble de la caste politique de la bourgeoisie et des institutions de l'État.

La société capitaliste ne fonctionne bien que pour les plus riches, pour les milliardaires, pour la grande bourgeoisie, alors que le monde du travail doit

suer profits et dividendes pour ces quelques privilégiés qui ne respectent ni les hommes ni la planète.

Pour que cela change, il faudra la force et l'unité des travailleurs, mobilisés contre la grande bourgeoisie, se battant avec leurs propres armes, celles de la grève de masse et des occupations d'usines.

Demain, l'extrême droite et les racistes se sentiront plus forts et autorisés à dénigrer et attaquer non seulement les travailleurs immigrés, mais aussi tous ceux qui contestent l'exploitation.

Mais il y a une chose qu'ils ne nous enlèveront pas : c'est notre rôle indispensable dans l'économie, c'est le fait que les travailleurs font tout tourner dans cette société. Ils sont au cœur de la production, des transports, du commerce, des banques, des services publics. Le patronat a besoin de nous tous et cela nous donne le moyen de nous battre et de nous faire respecter.

Il faut un parti regroupant des travailleurs de toutes nationalités et origines, derrière un programme défendant leurs intérêts quotidiens et pour le renversement du capitalisme. Il faut un parti qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier, construit sur l'idée fondamentale qu'il y a deux classes opposées dans la société : la bourgeoisie et la classe ouvrière, et que le combat des travailleurs ne cessera que lorsque la bourgeoisie sera renversée.



Un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger. Oui, le parti de la classe ouvrière doit être un parti révolutionnaire : il en va de l'avenir de l'humanité tout entière car la perpétuation de l'ordre bourgeois est en

train de nous enfoncer dans les crises, les guerres et la barbarie.

Alors, travailleurs, n'ayons pas peur. Resserrons les rangs et organisons-nous dans un parti ! Dans le passé, la classe ouvrière a mené de grandes luttes.

C'est riche de cette histoire qu'il faut reconstruire un véritable parti ouvrier communiste, révolutionnaire et internationaliste !

Nathalie Arthaud

\*Regroupement des partis de gauche (PS, PCF, France Insoumise, parti écologique)

## Dans les entreprises

### L'exclusion des délégués de la FN par la FGTB...

Le délégué principal de la FN Herstal, Gianni Angelucci, ainsi que le président de la Centrale régionale de Herstal, Basilio Rotolo, ont été exclus de leurs mandats syndicaux par la Centrale des Métallos de la FGTB de Liège.

La cause de leur exclusion ? Une grève et une manifestation à l'occasion de la grève nationale du 8 mars pour l'égalité salariale entre les hommes et les femmes... Un mouvement de grève pourtant appelé par la direction de la FGTB et couvert par un préavis de grève à l'échelle du pays !

Le 17 juin, jour de leur exclusion, une centaine de travailleurs de la FN et de Mecaspring étaient venus protester contre cette décision sous les fenêtres de la FGTB. « *On a voté (aux élections sociales) au sein de l'entreprise (...) et aujourd'hui, on apprend qu'un gars de la fédération remet ça en cause. C'est inadmissible !* » exprimait l'un d'eux.

Les deux syndicalistes exclus ont fait appel au président de la FGTB, Thierry Bodson, et au secrétaire de l'Interrégionale wallonne, Jean-François Tamellini. Mais le 24 juin, ceux-ci ont confirmé l'exclusion. A la FN Herstal, 350 affiliés FGTB de l'équipe du matin étaient rassemblés pour entendre le résultat de l'appel aux dirigeants de la FGTB. En colère, beaucoup d'entre eux ont

immédiatement téléphoné à la Centrale pour se désaffilier.

C'est un fait : les dirigeants de la FGTB, comme ceux des autres syndicats, n'hésitent pas à s'asseoir sur la démocratie syndicale, pourtant déjà réduite à peu de chose. Les travailleurs devront tôt ou tard jeter dehors de leur organisation syndicale ces dirigeants non élus par eux, et imposer leur propre contrôle sur le fonctionnement et les choix de leur syndicat.

### ... et les causes à l'œuvre

L'exclusion des deux syndicalistes à Liège reflète une volonté de reprise en main de l'appareil syndical par le PS après sa défaite électorale. Mais il y a également une autre raison, encore moins avouée par les dirigeants de la FGTB. En effet, la FN, dont le gouvernement wallon est l'actionnaire principal, participe à de gros projets industriels en matière d'armement, au côté du groupe John Cockerill Defense (JDS).

Les gouvernements européens, notamment allemand et français, ont décidé de consacrer des centaines de milliards d'euros pour développer les capacités industrielles de production d'armes en prévision des guerres à venir. Soit une multitude de programmes de financements qui représentent autant d'aubaines pour lesquelles les capitalistes doivent jouer des coudes.

La FN et le groupe JDS ont formé un consortium avec d'autres entreprises européennes pour le développement et la production « des véhicules blindés du futur ». Des dizaines, des

centaines de millions sont en jeu. L'exclusion de syndicalistes trop indépendants des dirigeants de l'appareil est un signal que les travailleurs doivent décoder. Les gouvernements et les patrons entendent imposer aux usines un régime disciplinaire où l'on obéit et on se tait pour fabriquer les outils du prochain carnage mondial.

Il faudra que les travailleurs écartent ces bureaucrates syndicaux et ces pseudo-socialistes qui veulent soumettre les travailleurs à l'autoritarisme au service des guerres capitalistes !

### Des profits sur l'avenir des peuples



Le groupe Herstal, dont fait partie la FN Herstal de Liège, a atteint son deuxième chiffre d'affaires le plus élevé de son histoire, avec une augmentation de 12%. L'exportation d'armes par la Région wallonne en 2023 s'est élevée à 365 millions d'euros, un chiffre lui aussi en hausse. Le chef de la Défense belge prévient : pas d'économie pour la Défense mais une augmentation des investissements militaires.

Alors que l'austérité s'annonce dans tous les secteurs utiles à la population, les capitalistes de l'armement continuent de se remplir les poches sur le dos de notre avenir.

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons. Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.



## Van Hool & repreneurs : voyous !

Le groupe de construction de remorques et d'autobus Van Hool s'est déclaré en faillite au début de l'année, licenciant ainsi 2.500 travailleurs. Les repreneurs VDL et GRW promettaient près de 1.000 emplois sauvés, voire le développement de nouvelles activités. Aujourd'hui, très loin de ces promesses, seuls 400 travailleurs sont repris sur le site, et encore, avec des contrats précaires.

Le constructeur VDL a délocalisé la production d'autobus en Macédoine du Nord. Sur les 600 emplois promis, seuls 250 travaillent sur le site belge de Van Hool. Et il n'est plus question des promesses du constructeur de développer de nouvelles activités sur place.

GRW, qui a repris la production de remorques sur le site, n'emploie que 120 à 150 travailleurs sur les 300 promis, qui plus est, tous sont embauchés en intérim !

Les actionnaires de Van Hool, de VDL et de GRW se sont jetés sur les restes du groupe pour mieux capter les aides d'États et exploiter à fond les travailleurs. Il n'y a aucune confiance à avoir dans les patrons et leurs promesses !

### Ontex licencie

Le 12 juin, l'entreprise de produits d'hygiène Ontex a annoncé la suppression de 349 emplois sur son site de production à Eeklo et 140 sur celui de Buggenhout (Flandre orientale). Et ces chiffres ne tiennent pas compte des intérimaires. Derrière ces deux sites industriels, il y a en plus des sous-traitants, comme l'entreprise d'emballage Mirto dont Ontex est le principal client. Et enfin il faut compter les ouvriers des entreprises de logistique qui seront impactés.

Pour justifier les suppressions d'emplois, l'entreprise assène brutalement la logique capitaliste : le marché est hautement concurrentiel, il faut rationaliser les coûts

(entendez, optimiser les profits). La direction ne se gêne pas non plus de reprendre la vieille rengaine des « coûts salariaux trop élevés en Belgique ». Sans vergogne, quand on sait que le PDG a reçu un bonus annuel de 5 millions d'euros en décembre 2023.

Ontex est en effet tout sauf une petite entreprise. C'est une multinationale qui est devenue, depuis une série de rachats dans les années 80, le plus gros producteur européen de couches pour bébés et de bandes hygiéniques. Ontex est cotée en bourse depuis 1998 et a été rachetée en 2002 par le fonds d'investissement britannique Candover pour 1,1 milliard. Elle compte 10.000 salariés sur plusieurs continents.

L'année passée, le groupe a fait 34 millions de bénéfices et se félicite de « l'excellente reprise des profits ». Clairement, c'est pour garantir que cette reprise se maintienne que la direction restructure l'entreprise. En décembre passé, 26 salariés de l'équipe du week-end avaient déjà été mis à la porte. Ballon d'essai pour évaluer les réactions des travailleurs et des délégations syndicales ?



Le 20 juin dernier, le ministre flamand de l'emploi Brouns (CD&V) a reçu la délégation syndicale et s'est engagée « à accompagner au mieux les travailleurs licenciés dans la recherche d'un nouveau job ». Dans le contexte de pluie de fermetures et de pertes d'emplois, ce genre de déclaration relève franchement du cynisme.

### Ontex : petite histoire d'un grand bourgeois

« Fondée par un fils de paysan dans son garage, l'entreprise Ontex connaît sa fin de gloire. » Avec ces grands

titres, c'est tout un scénario de conte de fées que les médias bourgeois écrivent pour justifier le bain de sang social que représentent les suppressions d'emploi chez Ontex.

Le fils de fermier, Paul van Malderen, était en réalité ingénieur et il avait dirigé deux entreprises avant de fonder Ontex en Flandre orientale, en 1980. Dans son garage ou à son bureau, peu importe, Paul van Malderen était un chef d'entreprise avant tout. C'était un bourgeois qui savait comment conduire ses affaires et exploiter des travailleurs et il a, pour ce faire, mené de concert une carrière politique au sein du CVP (ancien CD&V).

Il a envoyé ses deux enfants étudier dans des écoles privées en Suisse et aux USA. Son fils a repris Ontex fin des années 90. Sa fille a dirigé un bureau à Paris, puis s'est consacrée aux vignes que son père possédait dans la région de Bordeaux.

Quand le fonds d'investissement britannique Candover a racheté Ontex en 2002, il n'y a qu'un fils qui est resté à son poste dirigeant, les autres membres de la famille, raconte De Standaard, « ont pris l'argent et sont partis vivre de leurs rentes ».

Exactement comme dans le cas de Van Hool, ces rejetons de bourgeois vivent de rentes tirées de décennies de travail sué par les centaines de familles de travailleurs qu'Ontex a mis à la porte tout au long de ses diverses « restructurations ». Mais ce sont eux qui dirigent l'économie, à leur seul profit.

La classe capitaliste, qu'elle soit « bien flamande », « bien belge » ou de n'importe quel autre pays, a les mêmes mécanismes d'existence : exploiter pour faire du profit, licencier pour l'optimiser, et vivre en parasite de toute la classe travailleuse sans aucune limite.

Qu'ils soient flamands, belges ou étrangers, les travailleurs ont tous le même intérêt : s'organiser ensemble pour arracher le pouvoir aux capitalistes avant que ceux-ci ne les mènent totalement à la ruine.



## Des profits pour Colruyt ! Et nous ?

Le groupe Colruyt a réalisé l'an passé un profit de plus d'un milliard d'euros ! La vente de l'entreprise d'éolienne offshore Parkwind, la hausse des prix en magasin et bien sûr les bas salaires ont permis au groupe de réaliser un profit aussi élevé. Une bonne partie de ces profits finira dans la poche des actionnaires et de la famille Colruyt.

Avec ces montants, il y aurait pourtant de quoi donner une prime de 30.000 euros à chaque travailleur du groupe Colruyt ! C'est bien davantage que la « prime de participation aux bénéfices » de quelques centaines d'euros que Colruyt donne... si ses profits sont suffisants.

Pour que la participation au bénéfice des travailleurs de Colruyt et de tous les secteurs ne se limite pas à une fraction des profits des capitalistes, il faudra imposer des hausses de salaire par nos luttes !

## Licenciements et profits accélèrent

Sur les trois premiers mois de 2024, les plans de licenciements collectifs ont concerné 2.500 travailleurs, un nombre trois fois plus élevé qu'en 2022. Un chiffre important, mais qui sous-évalue la réalité, car les contrats temporaires ou d'intérim ne sont pas pris en compte. Rien qu'à Audi Forest c'était 374 intérimaires qui ont été licenciés en avril, mais qui ne sont pas repris dans ces chiffres.

Depuis 2021, les licenciements s'accroissent et c'est au tour de Ontex, Jumatt, Duror fashion group et Fedex de licencier pour un total de 1.200 travailleurs. Ontex, par exemple, va licencier 500 salariés sur ses deux sites flamands.

Chez Fedex, les licenciements s'accroissent alors que les actionnaires se remplissent les poches. 2.000 travailleurs sont visés à travers toute l'Europe et 400

personnes sur des sites en Belgique. Pourtant, l'entreprise vient de déclarer un nouveau dividende trimestriel de 315 millions d'euros, ce qui équivaut au salaire annuel moyen de 6.700 personnes.



Les richesses produites par les travailleurs permettant de payer des salaires pour tous existent, mais elles sont accaparées par le grand patronat.

## Témoignage d'un demandeur d'asile

Je suis enfin arrivé au centre, quatre mois après ma demande d'asile. Après les formalités d'usage, un des travailleurs du centre m'a dit que je pouvais travailler au centre. « *Et combien payez-vous par heure lui ai-je demandé ? 3 euros de l'heure m'a-t-il répondu.* » Par la suite, j'ai eu une petite discussion avec les gens qui travaillent au self, ceux qui servent à manger. Pour un contrat allant du lundi au dimanche de 7h15 à 9h15 soit un total de 14h de travail, ils sont payés 21 euros la semaine.

J'ai appris également lors de mon cours d'intégration qu'une loi avait été votée et que très bientôt elle serait appliquée.

Dans la soirée du 17 juin j'ai eu l'appel d'un de mes amis qui vit dans un autre centre.

« *Nous avons été réunis par la direction du centre. Ils nous ont dit qu'à partir du mois de juillet tous les demandeurs d'asile qui ont un contrat de travail doivent payer au minimum 35%\* de leur salaire au centre dans lequel ils vivent. A défaut de déclaration et de paiement, lorsque l'établissement s'en apercevra, le montant passera à 50%. Et si le demandeur d'asile ne souhaite pas payer, il pourra prendre son propre logement* » m'a-t-il dit.

Un autre ami, cette fois dans le centre où je vis, a été convoqué par son assistante sociale pour parler justement de cette nouvelle loi. « *A partir du mois de juillet, tu viendras avec ta fiche de paie. On verra combien tu as eu, et tu paieras en fonction* » lui a-t-elle dit.

Je me suis ensuite amusé à faire un petit calcul. J'ai pris la moitié des résidents d'un centre moyen. Environ 250 personnes. J'ai supposé que chacun pouvait avoir un salaire de 2.000 euros. Rien que 35% de 2.000 euros font 700. En multipliant cette somme par la moitié de l'effectif d'un centre moyen et par le nombre de mois dans l'année j'ai obtenu une somme de 2 millions et quelques.

Payer d'accord. Mais on est 8 à 6 personnes à occuper une chambre et les sanitaires sont publics avec ce que cela sous-entend. Aussi les personnes travaillant en dehors du centre ne vont quasiment pas au self. Trouver un logement, ok. Je ne dis pas que ce n'est pas possible. Mais je connais personnellement un demandeur d'asile qui cherche un logement depuis deux ans mais sans succès.

\*35% pour les salaires compris entre 265 et 1000 euros puis le pourcentage augmente pour atteindre 50% pour les salaires dépassant 1500 euros.

## Quelques échos du bulletin Audi

### Une période difficile ?

« *Notre usine traverse une période difficile* », écrit la direction. C'est faux : ce n'est pas l'usine, ce sont les ouvriers de l'usine qui traversent une période difficile, et même catastrophique ! Ceux qui ont été jetés dehors et ont perdu leur salaire, comme ceux qui sont toujours là à trimer sous les menaces et à user leur santé.

Les actionnaires, eux, vont à merveille : avec un résultat opérationnel de 6,3 milliards en 2023 pour le groupe Audi, chacun de nous leur a rapporté 72.000 euros. Donc, en



plus d'avoir gagné notre salaire, nous en avons gagné plus de deux pour eux. Et si c'est difficile de vivre, c'est bien à cause de ça !

## Des économies sur nos mains

Les chefs ont reçu la directive de réduire la consommation des gants et d'inciter à leur réutilisation, avec la devise : faire laver, pas jeter.

C'est sûr qu'il y a beaucoup de gaspillage dans l'usine, à commencer par la direction elle-même. Mais c'est sur nos mains qu'ils commencent les économies !

## Un lundi de visseuse

Après 2 semaines à l'arrêt, les visseuses et boulonneuses n'avaient aucune envie de travailler lundi matin. Sentiment partagé...

## Une maladie capitaliste

L'absentéisme serait trop élevé et empêcherait de « produire à la vitesse prédéterminée ». Mais pourquoi ont-ils besoin de 15 voitures à l'heure, alors qu'ils nous expliquent en même temps que « nous ne pouvons pas produire de voitures pour les mettre sur les parkings » ?! Et ce sont les mêmes qui « pré-déterminent la vitesse » qui ont viré nos collègues qui manquent à la production.

Produire moins mais toujours plus vite, c'est la logique dingue du capitalisme.

## Leurs problèmes... et le nôtre

Devant les mauvaises ventes des voitures électriques, certains dirigeants des grands groupes d'automobile évoquent l'abandon de

l'objectif du « tout à l'électrique » pour 2030.

Ils sont suivis en cela par le représentant du syndicat IG Metall dans le conseil de surveillance d'Audi. Il réclame un retour à la production de voitures thermiques pour le site d'Ingolstadt, faisant espérer plus de sécurité d'emploi avec cette « politique industrielle ».

Les travailleurs n'ont rien à en espérer. Car peu importe que les voitures roulent à l'essence ou à l'électrique, les profits se feront avec l'huile de coude des travailleurs.

Notre problème n'est pas le choix du modèle, ni du type de moteur, mais de défendre nos existences contre l'exploitation et contre les patrons qui veulent nous faire payer les aléas de leur économie désastreuse !

## Leur société

### Le patronat veut imposer l'austérité

Ils l'annonçaient depuis des mois : les responsables politiques capitalistes se mettent en ordre de bataille pour imposer de lourdes mesures d'austérité à la population.

A Bruxelles, côté francophone, le MR, les Engagés et le PS se préparent à former un gouvernement. Jusqu'à maintenant ils tergiversent encore officiellement sur le détail des futures mesures d'austérités, mais en coulisses, les directions des administrations bruxelloises (comme Actiris, Bruxelles propreté, Bruxelles Logement, Iriscare, Bruxelles mobilité, etc.) ont déjà été appelées à soumettre un projet d'économie de 10% de leurs budgets respectifs par le ministre bruxellois des finances sortant.

Des emplois sont directement visés par ces coupes budgétaires. Déjà, fin 2023, le gouvernement régional sortant de Vervoort (PS) avait imposé le gel des recrutements pour dix mois (même en cas de

licenciement ou de départ à la retraite). Cette mesure supprimait des emplois et augmentait la charge des travailleurs des administrations bruxelloises, mais ne parvenait à économiser « que » quelques dizaines de millions d'euros. Les futures coupes budgétaires quant à elles, se compteraient en centaines de millions ! Récemment, un patron d'administration bruxelloise déclarait au journal Le Soir qu'économiser 10% du budget était « impossible à respecter sans licenciement du personnel dès cette année ».

Et il n'y a pas qu'à Bruxelles que des mesures d'austérité se préparent, en Wallonie et au fédéral aussi. Mais là, le PS serait exclu des gouvernements, qui seraient donc marqués « à droite ». Dans cette situation, on entend déjà la démagogie des socialistes et du PTB expliquer aux travailleurs que c'est parce que le gouvernement est de droite, que des mesures d'austérités sont imposées...

Mais la participation du PS aux gouvernements n'a jamais pu empêcher les coupes budgétaires, au contraire ! Et aujourd'hui encore, la présence du

PS dans le gouvernement bruxellois ne protégera pas les travailleurs des politiques d'austérité.

En réalité, les mesures d'austérité ne sont pas décidées par les partis politiques de droite ou de gauche, mais sont exigées par les capitalistes. Les politiciens des gouvernements, eux, ne sont chargés que de les appliquer, et cela quelle que soit leur couleur politique. Cela fait plus d'un siècle que les politiciens de gauche, comme ceux du PS, ont choisi de se soumettre, avec leurs homologues de droite, aux exigences capitalistes.

Quant à la perspective qu'agite le PTB d'un gouvernement de gauche, c'est Syriza qui en 2015 en Grèce, a montré aux travailleurs ce qu'elle valait, quand, pour rompre avec les politiques d'austérité, il aurait fallu résister à la pression des marchés financiers, des banques et du patronat ! Syriza avait fini par plier, et appliquer la politique voulue par les capitalistes.

Dans le passé il n'y a que la classe ouvrière mobilisée qui ait pu faire reculer la classe capitaliste ! Alors

aujourd'hui, pour se défendre de toutes les attaques patronales, et non seulement des mesures d'austérité, le rapport de force qu'il faut reconstruire, ça n'est pas celui de la gauche contre la droite, mais celui de la classe ouvrière contre la bourgeoisie !

## Expropriation des expropriateurs !

Le nouveau rapport Zucman, sorti début juin, évalue à 0,3% le taux d'imposition sur le patrimoine des milliardaires. Il montre aussi comment la richesse de la toute petite minorité d'ultra riches, les 0.0001%, est passée de 3% du PIB mondial en 1987 à 14% aujourd'hui !

Pendant ce temps, pour les travailleurs, les prix montent et les salaires stagnent, les cadences augmentent, les collègues se font licencier ou tombent malade et les services publics utiles se dégradent.

Certains voudraient faire croire que c'est une « erreur » du système capitaliste et que cette évolution dramatique pourrait être corrigée en taxant mieux les plus riches. Rien n'est plus faux. L'abominable enrichissement d'une minorité au détriment de l'immense majorité de la population, c'est exactement le "bon" fonctionnement du système capitaliste.

La seule solution sera de renverser cette minorité d'expropriateurs et de lui prendre non seulement 100% de ses richesses mais surtout son pouvoir de diriger ce monde.

## Un salaire de 200 hôpitaux

52 milliards d'euros, c'est l'énorme plan de rémunération d'Elon Musk validé par les actionnaires de Tesla.

Ce salaire monstrueux servira à satisfaire des caprices de milliardaire en voyages touristiques dans l'espace ou en rachat de réseaux sociaux.

Avec cette somme, c'est 200 hôpitaux dernier cri qui pourraient être construits, deux fois le nombre total d'hôpitaux en Belgique.



## Brigands à exproprier

L'inflation augmente. Par rapport au mois précédent, le prix du gaz naturel a grimpé de 6%, ce qui représente une hausse de 128% par rapport à l'année dernière quand le prix était revenu à son niveau "habituel". C'est également le prix de l'électricité, du pain, des céréales, des vêtements, du café... qui ont augmenté.

Si les travailleurs doivent se serrer la ceinture c'est que derrière, ce sont les poches des bourgeois, des Colruyt, Total, Engie... qui se remplissent.

Ces brigands doivent disparaître, il faut les exproprier !

## Vérité sur la mort d'Ibrahima Barrie

Il y a plus de trois ans, le jeune bruxellois Ibrahima Barrie, 23 ans, est décédé après avoir fait un malaise cardiaque dans un local de fouille d'un commissariat de Saint-Josse. Ibrahima avait été interpellé à proximité de la gare du Nord après avoir sorti son téléphone pour filmer une intervention policière.

Dans les enregistrements, on entend Ibrahima commenter « Regardez comment ils traitent les gens, regardez » puis répondre calmement à un policier « Je garde mes distances, je garde mes distances, bien sûr ».

Malgré cela, les policiers arrêtent Ibrahima pour « trouble à l'ordre public » et l'emmènent au commissariat.

Là, en présence de quatre

inspecteurs, il est fouillé. S'ensuit une scène où Ibrahima chancelle à plusieurs reprises. Placé sur une chaise où il continue de chanceler, un des inspecteurs le force à se relever par trois fois, dont une fois en le poussant violemment : sa tête percute le mur de la pièce. Pour cette violente poussée, le policier a été condamné à un mois de prison avec sursis.

Le policier en question et un de ses collègues ont ensuite quitté les lieux. Et les deux policiers restants ont alors ignoré pendant sept minutes les signes manifestes d'un malaise cardiaque avant de se décider à appeler les secours. Ibrahima mourra moins d'une heure plus tard à l'hôpital.

Comme souvent quand on a la peau foncée, se faire arrêter par la police signifie encourir un danger mortel.

Le tribunal correctionnel de Bruxelles a enfin reconnu coupables de non-assistance à personne en danger les deux policiers qui ont refusé de porter secours au jeune en état de malaise cardiaque. Ils écopent de sept mois de prison avec sursis.

## ...et culture de l'impunité

Pourtant, malgré la condamnation, le chef de corps de la zone de police de Bruxelles-Nord a témoigné son « soutien aux collègues concernés » ajoutant que « nous allons analyser ce jugement ». Quant au policier qui avait poussé Ibrahima, aucune sanction disciplinaire n'a été prise contre lui.

Ainsi, malgré la reconnaissance de la violence de ces policiers, ils ont tous été rassurés par la hiérarchie.

Les violences policières sont protégées par la loi ou la hiérarchie pour une simple raison : l'Etat doit pouvoir compter sur la police pour maintenir l'ordre dans une société servant les intérêts des capitalistes. L'Etat doit démontrer aux policiers que tant qu'ils resteront du côté du pouvoir, ils seront protégés.



# Montée de l'extrême droite

## L'ascension du RN en France

Fondé en 1972, le Front National était à l'origine un groupuscule rassemblant des nostalgiques de l'Algérie française. Le Pen obtenait 0,72% des voix à l'élection présidentielle de 1974, et n'avait pas réussi à se présenter en 1981, année où fut élu François Mitterrand à la présidence de la République.

Depuis, c'est la politique de la gauche comme de la droite qui ont permis au parti de Le Pen d'arriver aux portes du gouvernement.

## La première présidence Mitterrand, terreau de la percée du FN

En 1981, la victoire de Mitterrand (du Parti Socialiste) créait la surprise. La droite gouvernait sans partage depuis 1958. Le résultat souleva un espoir de changement chez les électeurs de gauche, et surtout chez les militants socialistes et communistes.

Dans les années 70, la crise frappait lourdement : la montée du chômage semblait ne plus pouvoir s'arrêter et les hausses de prix atteignaient les dix pour cent par an. Des secteurs entiers de l'industrie, la sidérurgie par exemple, étaient menacés de liquidation. Mitterrand, lui, annonçait "la rupture". Son programme de 1981 promettait la résorption du chômage par une vaste politique de relance, et des mesures substantielles censées améliorer la vie des travailleurs. Le Parti socialiste de Mitterrand prétendait « *Changer la vie, ici et maintenant* ».

Pour faire campagne et gouverner, Mitterrand pu compter sur l'appui du Parti Communiste Français avec qui il avait signé en 1972 un programme commun. Les militants du PCF firent campagne pour Mitterrand et lui assurèrent son succès. Le

gouvernement issu des élections de 1981 comptait quatre ministres communistes, cela créait la surprise.

L'espoir renaissait à gauche !

La relance par la consommation n'eut pas lieu. Les mesures du gouvernement ne suffirent pas à rehausser significativement le pouvoir d'achat des travailleurs et relancèrent plutôt l'utilisation de l'argent public pour faire des cadeaux aux entreprises. Ce fut l'exact prolongement de la politique de la droite. La crise se poursuivit, avec la hausse du chômage et des prix et en juin 1982, un an à peine après l'élection de Mitterrand, le gouvernement changea officiellement de politique, pour ce qui fut appelé le « tournant » de la rigueur.

La gauche décida alors d'une mesure que la droite n'avait jamais osé prendre : le blocage des salaires et la désindexation. Elle fut « *obtenue sans une grève* », commenta avec satisfaction le socialiste Jacques Delors. Cela a été un rude coup pour le pouvoir d'achat des travailleurs.

## 1983 : première percée électorale du FN

C'est à partir de 1983 que le Front national perça électoralement, précisément quand la gauche portait des coups contre la classe ouvrière. En septembre 1983, aux municipales partielles de Dreux, le FN obtenait 16 % des voix. En juin 1984, le Front national atteignait 11% aux élections européennes, autant que le Parti communiste.

Entre 1982 et 1984, une partie de la classe ouvrière réagissait aux attaques patronales et gouvernementales, et en particulier dans les usines automobiles où les licenciements s'enchaînaient par milliers. Pour isoler les travailleurs en lutte, les politiciens de gauche utilisèrent le fait que beaucoup de ces ouvriers étaient des immigrés. En 1983, le premier ministre de Mitterrand, commentait ainsi une grève à Renault-Flins : « Les immigrés sont agités par des groupes politiques et religieux qui

ont peu à voir avec les réalités sociales françaises. »

Ainsi, le thème de l'immigration, sur lequel le Front national avait mené campagne en 1983 et 1984, avait été porté par la gauche elle-même ! La gauche, comme la droite, avait besoin d'un bouc émissaire contre la montée du chômage qu'aucun gouvernement n'avait voulu tenter d'endiguer. Le ministre de l'Intérieur de Mitterrand déclarait alors : « *En Italie, on distribue des documents en arabe pour expliquer aux immigrés qu'ils ont intérêt à aller en France (...). Il faut que les immigrés clandestins sachent qu'ils peuvent être expulsés.* »



Ces coups portés contre les travailleurs immigrés, par la gauche elle-même, avaient pour but de tenter de diviser l'ensemble des travailleurs, pour permettre au gouvernement et au patronat, de pouvoir poursuivre leurs attaques contre la classe ouvrière.

La droite n'eut qu'à faire de la surenchère sur le thème de l'immigration et de l'insécurité. Et ces campagnes abjectes, c'est l'extrême droite qui en a finalement profité. Ainsi le racisme et la xénophobie trouvèrent une expression politique en France alors que la gauche était au pouvoir.

## La gauche se sert du FN pour gagner les élections

Menant une politique anti-ouvrière, donc contre leur propre électorat, les politiciens du PS utilisèrent les percées électorales du FN



comme moyen de remobiliser leurs électeurs et militants déboussolés. Le FN devint l'épouvantail indispensable des socialistes, « *On a tout intérêt à pousser le FN* » explique en Juin 1984 le ministre socialiste des affaires sociales, Bérégovoy. « *Il rend la droite inéligible. Plus il sera fort, plus on sera imbattable. C'est la chance historique des socialistes* ».

Face à la montée du FN une réaction anti-raciste saine existait parmi la population, mais les organisations anti-racistes les limitèrent à de bons sentiments, en taisant la responsabilité de la gauche au gouvernement dans la montée du Front national.

## Les conséquences de la trahison de la gauche

Les gouvernements de gauche suivants poursuivirent la même politique anti-ouvrière et le chômage monta inexorablement. En 1986, 2,5 millions de travailleurs étaient au chômage : 1 million de plus qu'en 1981.

Ces années furent aussi celles de la mise en place du marché unique européen, au service des capitalistes, plébiscitée autant par la droite que par les socialistes. Cette unité de point de vue, permit au FN d'apparaître comme l'opposant principal à leur politique.

Le Pen dénonçait désormais « *une Europe mondialiste et tiers-mondiste* », pour tenter de répondre, sans dénoncer les capitalistes, au ressentiment croissant des classes populaires touchées par l'exacerbation de la concurrence internationale.

Le positionnement du FN comme opposant aux partis de gauche et de droite, s'opéra d'autant plus facilement que la politique des gouvernements de gauche, et notamment du PCF, avait imposé l'idée que seules les élections pouvaient changer la vie des travailleurs. Le PS, le PCF et les syndicats supprimèrent toute idée de lutte de classe au profit des seuls affrontements électoraux. Les passages de la gauche au gouvernement ont été, pour beaucoup de



travailleurs et de militants, la démonstration qu'il n'y avait pas d'autre politique possible que de s'incliner devant les lois du marché capitaliste et que la classe ouvrière n'avait plus d'intérêts propres à défendre ou plus les moyens de les défendre.

Cette perte de repères de classe, cette absence d'espoir en une société plus humaine et plus rationnelle, ce manque de confiance dans les capacités de la classe ouvrière ont considérablement contribué à démoraliser les militants du PCF, les militants syndicaux et les travailleurs eux-mêmes.

Le PCF avait perdu des voix mais, bien plus grave, il a perdu beaucoup de militants, qui manquent cruellement dans les usines et quartiers, laissant le terrain à la montée des préjugés réactionnaires. La CGT, quant à elle, s'est carrément effondrée en quelques années, passant de deux millions d'adhérents avant 1981 à 600.000 dix ans plus tard, et elle ne s'en est pas relevée depuis.

Ainsi le FN pouvait d'autant plus facilement prétendre s'opposer autant à la droite qu'à la gauche, toutes deux de plus en plus détestées. Et cette thèse paraissait encore confirmée quand, en 2002, Le Pen arriva au second tour des élections présidentielles face à Chirac, et que les partis de gauche se mobilisèrent pour faire élire un président de droite.

## La montée électorale du FN/RN

Depuis, ce parti d'extrême droite grossit d'élection en élection. Ses thèmes étant repris par les politiciens de droite, comme Sarkozy, mais aussi par les politiciens de gauche, se banalisent. Hollande déclarait en 2016 devant le Parlement : « *Nous devons pouvoir déchoir de sa nationalité française un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ou un acte de terrorisme, même s'il est né français, je dis bien : même s'il est né français, dès lors qu'il bénéficie d'une autre nationalité.* » Le Pen se félicite aussitôt qu'un président socialiste opère cette distinction entre citoyens français en fonction de leur origine : « *Le FN a un programme réaliste et sérieux qui est même source d'inspiration pour François Hollande.* »

Et Macron poussa la logique encore plus loin, en menant conjointement une politique anti-ouvrière, et en chassant encore plus ouvertement sur les terres de l'extrême droite : police débridée, manifestations interdites, une loi immigration, une autre contre le « séparatisme », l'emploi des termes « ensauvagement », « décivilisation », « immigrationnisme », ...

La gauche d'opposition, incarnée par les Mélenchon, Ruffin, Roussel, ... participa tout autant à répandre les thèmes d'extrême droite, en défendant une politique nationaliste, qui cherchait à capter la colère des classes populaires, en dénonçant, non pas la bourgeoisie et le capitalisme, mais l'Union Européenne, le néolibéralisme, la mondialisation...

Ces discours nationalistes de gauche comme de droite, servirent bien l'extrême droite pour dérouler sans effort sa stratégie de mise en concurrence des pauvres, celle de la priorité nationale, où l'argent public qui se raréfie, doit profiter, selon elle, aux Français et pas aux travailleurs étrangers. L'extrême droite poussait ainsi jusqu'au bout les raisonnements des partis traditionnels.



## Lutter contre l'extrême droite, c'est lutter contre le capitalisme !

Les politiciens bourgeois de droite comme de gauche sont responsables de la montée électorale de l'extrême droite. Mais dans le cas des politiciens de gauche, ils sont doublement responsables : d'abord parce que c'est leur politique qui a conduit à démoraliser et à déboussoler la classe ouvrière, et ensuite parce qu'ils ont eux-mêmes directement contribué à diffuser le poison du racisme, de la xénophobie et de la division parmi les travailleurs !

Faire reculer l'extrême droite nécessite que les travailleurs renouent avec les luttes du mouvement ouvrier, avec la conviction que les travailleurs ont la force de changer la société, que par leurs luttes ils peuvent opposer aux lois du marché capitaliste, à la concurrence, à la recherche du profit, leurs propres intérêts.

Cela, aucun barrage électoral à l'extrême droite n'est en mesure de le faire, au contraire. Ce n'est possible qu'en défendant une politique communiste, internationaliste et révolutionnaire.

## Pays-Bas : l'extrême droite au gouvernement

Lors des élections de novembre 2023 aux Pays-Bas, le parti d'extrême droite PVV « Partij voor de Vrijheid » (« parti pour la liberté ») de Geert Wilders a dominé le scrutin avec 23% des voix.

Depuis des dizaines d'années, Geert Wilders – ancien membre du parti libéral VVD – déblatère ses propos racistes et islamophobes, agrémentés de démagogie sociale sur tous les plateaux et au parlement. Il a désormais formé un gouvernement avec des partis de droite et d'extrême droite.

Cette victoire de l'extrême droite suit celle du BBB : « Boer Burger Beweging » (« mouvement citoyen-agriculteur ») aux élections sénatoriales de mars 2023. La victoire du

BBB avait suivi les importantes mobilisations des agriculteurs aux Pays-Bas sur leurs conditions de vie et contre les normes environnementales. Le BBB prétendait défendre les agriculteurs en supprimant les normes environnementales européennes et accompagne ce discours d'une démagogie anti-immigrés, tout comme Geert Wilders.

## Les partis de gouvernement ouvrent la voie à l'extrême droite

Tous les partis de gouvernement : libéraux, socialistes, centristes, etc ont couru derrière la démagogie anti-immigrés de Geert Wilders. Ils ont mené au gouvernement des politiques contre les immigrés, et ont repris les discours racistes, nationalistes et réactionnaires de l'extrême droite. A tel point que lors de la campagne, Wilders apparaissait en comparaison presque comme un modéré !



Six mois après le scrutin, le PVV s'apprête à former un gouvernement avec le parti libéral VVD, le parti de centre-droite NSC et le parti agrarien BBB. Loin d'avoir empêché la montée de l'extrême droite, ces partis ont non seulement repris ses thèmes et ses discours mais gouvernement désormais avec l'extrême droite !

## Un programme de gouvernement de division...

Alors que les principales préoccupations de la population concernent le pouvoir d'achat et les soins de santé, le nouveau gouvernement se prépare à diriger ses coups contre les immigrés et semer le poison de la division parmi les travailleurs.

Le programme de gouvernement promet de renforcer le contrôle aux frontières et rend le regroupement

familial encore plus compliqué. Les migrants y sont systématiquement criminalisés, leur surveillance est accrue et les demandeurs d'asile seront enfermés dans des conditions toujours plus dures. Alors que la crise du logement est particulièrement aiguë aux Pays-Bas, les immigrés en sont rendus responsables et leur accès aux logements sociaux sera encore davantage compliqué.

Les principales organisations patronales (VNO-NCW et MKB-Nederland), si elles ne s'opposent pas toujours à la répression contre les travailleurs immigrés, ont déjà fait savoir qu'il était hors de question de limiter l'immigration dans les secteurs comme les soins de santé et les secteurs technologiques. Ces secteurs ne fonctionneraient pas sans les milliers de travailleurs étrangers. En matière d'immigration, comme ailleurs, le gouvernement néerlandais sera probablement amené à se plier aux impératifs patronaux.

## ... et au service du patronat

Car l'extrême droite et ce nouveau gouvernement sont bien au service du patronat. Le gouvernement PVV prévoit déjà des mesures d'austérité pour financer les hausses de dépenses militaires et les cadeaux au patronat – comme les 2,5 milliards d'euros que le gouvernement vient de déboursier pour le groupe de semi-conducteur ASML.

Le gouvernement annonce déjà des coupes dans les budgets des maladies chroniques, le soin aux personnes âgées, et l'enseignement. Et il revient sur plusieurs mesures sociales comme la hausse du salaire minimum, et augmente la TVA sur toute une série de produits.

Quant aux suppressions de normes environnementales pour les agriculteurs promises par le gouvernement, elles enrichiront probablement les plus gros producteurs et détruiront directement la santé et l'environnement des agriculteurs eux-mêmes.



## Un haut fonctionnaire « loyal » à la tête du gouvernement

Finalement, Geert Wilders ne dirigera pas lui-même le gouvernement, il a confié le poste de premier ministre à Dick Schoof. Cet ancien directeur des services de renseignement a de quoi rassurer la bourgeoisie. Il est qualifié de « *fonctionnaire très loyal et dévoué* » par un ancien commissaire européen.

Comme directeur des services de renseignement, il avait notamment fait surveiller et pister les comptes privés de citoyens, et mandaté des

entreprises privées pour surveiller et infiltrer des mosquées.

## Contre l'extrême droite et le patronat, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre force

Comme en Belgique, en France et partout en Europe, l'extrême droite progresse aux Pays-Bas et sème la division. Les partis de gouvernement lui ont ouvert la voie en imposant l'austérité à la population, en réduisant les services publics et en reprenant à leur

compte ses politiques réactionnaires, voire en gouvernant directement avec l'extrême droite. Loin d'être un barrage, ils lui ont créé une autoroute !

Seules des luttes d'envergure, dirigées par les travailleurs, permettront de faire reculer l'extrême droite et le poison de la division qu'elle sème. Car dans les luttes sociales, les travailleurs de toutes les nationalités peuvent s'unir contre leur ennemi commun patronal ! Et cela fait inmanquablement reculer les préjugés racistes et la division entre les travailleurs.

# International

## Barbarie du capitalisme

En Italie, des milliers de travailleurs agricoles ont manifesté à Latina, au sud de Rome, samedi 22 et mardi 25 juin pour dénoncer la mort d'un des leurs.

Satnam Singh était un ouvrier agricole indien. Mardi 18 juin, une machine lui a arraché le bras et fracturé les deux jambes. Le patron de l'exploitation s'est bien gardé d'alerter les secours et a fini par charger le blessé – et son bras jeté dans un cageot à légumes – dans sa camionnette pour s'en débarrasser en l'abandonnant devant chez lui. L'intervention des voisins a permis de le transporter d'urgence à l'hôpital, mais trop tard, il s'était vidé de son sang.



Ce type de tragédies n'est pas isolé dans les champs du sud de l'Italie. Les patrons, qu'ils soient gros ou petits profitent d'un système d'esclavage moderne, le « caporalato », avec lequel ils embauchent les ouvriers les plus désespérés : des

travailleurs immigrés ou des femmes seules avec des enfants à charge. Les salaires arrivent difficilement à 4 euros de l'heure, souvent beaucoup moins.

La bourgeoisie exploite le plus violemment les travailleurs les plus précaires. C'est aussi un moyen de faire pression pour que les droits de toute la classe ouvrière reculent.

Et contre cette offensive-là, les travailleurs, avec ou sans papiers, ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leur unité.

## Vampires en costume trois pièces

Alors que le gouvernement ukrainien signe des accords de défense bilatéraux avec une série de pays (notamment les USA, et l'Union européenne), les plus grands financiers de la planète exigent de l'Ukraine qu'elle rembourse ses dettes.

Dans les conseils d'administration feutrés des groupes financiers, ce ne sont plus les discours hypocrites sur la défense de l'Ukraine et sa souveraineté, mais la dure réalité de la course au profit. Quand dans les tranchées, la situation militaire est loin d'être stabilisée, que les soldats russes et ukrainiens continuent de payer le prix du sang, les véritables objectifs du soutien des impérialistes à l'Ukraine rattrapent la population qui leur sert de chair à canon.

Les plus grands créanciers privés de l'Ukraine, comme l'américain BlackRock, le français Amundi ou le gestionnaire de fonds Pimco, exigent que l'Ukraine leur paye ses dettes. Ils avaient accordé un moratoire de deux ans et celui-ci prend fin le 1er août.

Alors ces vautours se rassemblent au-dessus des corps agonisants, et ont formé il y a quelques semaines un comité pour organiser avec le gouvernement de Zelensky, le dépeçage financier de la population ukrainienne.

Le cynisme de ces vampires n'a aucune limite. Le Crédit agricole, qui possède Amundi, tente de redorer son image en déclarant qu'il continuait à verser les salaires d'une soixantaine d'employés partis mourir sur le front.

Quant à BlackRock, il a promis d'aider à la création d'un fonds de développement de 15 milliards pour la reconstruction de l'Ukraine, une fois la guerre terminée. Le marché de la reconstruction est estimé à 500 milliards, il aiguise leurs appétits.

Cette guerre, comme toutes les autres, n'est dans l'intérêt que de ces exploiters. Par-delà toutes les frontières et les tranchées, il faut s'unir pour s'en débarrasser.



## **Persécution « démocratique »**

Après plus de treize ans sous la menace de 175 ans de prison, Julian Assange est libre de ses mouvements après avoir négocié avec la justice américaine.

Le « crime » reproché à cet informaticien était la divulgation des violences commises par l'armée américaine en Irak et ailleurs. Les gouvernements américains, de Barack Obama à aujourd'hui, n'ont cessé de le poursuivre, faisant pression sur les dirigeants des pays où il cherchait refuge.

La Belgique a fermé les yeux sur le cas d'Assange, d'autres pays comme la France ont refusé de lui donner asile. Il a dû rester cloîtré pendant sept ans dans l'ambassade de l'Equateur à Londres.

Si les États-Unis s'attaquent à ceux dénonçant les crimes commis par leur armée, les autres pays, qui se qualifient de démocraties, n'ont pas hésité une seconde à lui claquer la porte au nez.

## **L'armée israélienne peine à recruter**

La perte de soldats morts ou blessés vient renforcer le besoin de l'armée israélienne de recruter. Et manifestement, il y a peu d'enthousiasme dans la population pour s'engager.

Au point que la Cour suprême a récemment mis fin à une exemption de service militaire pour les près de 63.000 Juifs religieux ultra-orthodoxes.

Que la Cour remette en question cet avantage historique en faveur des ultra-orthodoxes parmi lesquels les groupes nationalistes sont un des soutiens indéfectibles de la politique meurtrière de Netanyahu montre que le besoin de nouveaux effectifs est important. L'opposition de ces jeunes religieux à s'engager n'est presque jamais le signe d'une opposition à la guerre, mais qu'eux ne veulent pas y mourir !

Mais cela témoigne des tensions que crée cette guerre ignoble dans la population israélienne.

## **Israël-Hezbollah : extension du conflit ?**

Alors que le 22 juin, plus de 150.000 personnes ont manifesté à Tel-Aviv pour exiger sa démission, Netanyahu semble décidé, pour se maintenir au pouvoir, à engager Israël dans une nouvelle guerre avec le Hezbollah au sud du Liban.

Critiqué par une partie de la population, Netanyahu garde le pouvoir grâce à ses alliés nationalistes d'extrême droite, en refusant tout cesse-le-feu à Gaza. Mais face à une contestation politique qui enfle, il est prêt à tout pour maintenir la guerre et ainsi retarder de nouvelles élections qu'il sait en sa défaveur. L'extension du conflit au sud du Liban répond à cette logique meurtrière.

Le sud du Liban est, depuis plus de huit mois, confronté à des bombardements réguliers mais aussi à l'utilisation de projectiles israéliens au phosphore blanc qui aggravent l'effet incendiaire des bombardements. Une bande large de 5 km au nord de la frontière israélienne est déjà quasi inhabitable. Mais dans le courant du mois de juin, l'armée israélienne a intensifié les tirs contre le Liban. Le 23 juin, l'aviation et l'artillerie israélienne ont visé une quinzaine de localités au sud du Liban dont pour la première fois la ville de Saïda, 3ème ville du pays située à 45 km de Beyrouth.



De son côté, le Hezbollah a répliqué en lançant un drone explosif contre un site militaire israélien et a revendiqué cinq attaques en Galilée. Depuis, de nouveaux échanges de tirs ont eu lieu,

amenant de nombreuses ambassades à rappeler leurs ressortissants résidant au Liban.

La crainte d'une extension du conflit au Moyen-Orient grandit d'autant plus que l'Iran a déjà annoncé son soutien au Hezbollah libanais et que les États-Unis, qui jusqu'à présent affichaient une certaine hostilité à l'extension du conflit, ont rouvert la porte à une intervention américaine en cas de participation de l'Iran au conflit.

Les déclarations des hauts responsables américains sont en partie contradictoires, certains ayant affirmé que les États-Unis s'engageaient à « soutenir pleinement Israël en cas de conflit avec le Hezbollah » tandis que le commandant de l'armée indiquait que « les États-Unis ne seraient pas en mesure de défendre Israël en cas de conflit avec le Hezbollah comme ils l'ont fait lors de l'attaque de missiles iraniens en avril dernier ».

Mais ces discours contradictoires ne font que rappeler la réelle politique des États-Unis : tout en déclarant hypocritement ne pas vouloir la guerre à Gaza, ces derniers ont armé jusqu'aux dents Israël et lui ont laissé les mains libres. Alors si l'État israélien porte la responsabilité immédiate des massacres de Palestiniens à Gaza et de l'extension du conflit au Liban, c'est avant tout le résultat de la mainmise des puissances occidentales qui n'ont eu de cesse, pour préserver leurs intérêts au Moyen-Orient, de semer le chaos et de dresser les peuples les uns contre les autres.

Le conflit Israël-Hezbollah au sud du Liban a déjà causé, en plus de toutes les destructions, le déplacement de plus de 120.000 Libanais et de 80.000 Israéliens ainsi que la mort de plus de 481 personnes au Liban, dont plus de 90 civils, et de 26 morts en Israël dont 11 civils.

Il faut en finir avec ce système capitaliste qui entretient les conflits armés toujours au détriment des populations.



# La course des partis pour les élections communales

## L'austérité, par la gauche ou par la droite

12 aides ménagères ont été licenciées par le CPAS de Molenbeek. Ces travailleuses en colère ont interpellé le Conseil communal le 21 juin : « Nous avons toujours été là pour assurer des remplacements au service des repas et de l'aide à domicile », « Pendant le Covid aussi on était là, avec des masques, en première ligne, et pour qui, et pour quoi ? ».

La bourgmestre, Catherine Moureaux (PS), s'est justifiée « c'est vrai, la tutelle régionale, avant de boucler le budget, a demandé à notre CPAS de faire plus d'effort ». La tutelle régionale, c'est le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dirigé par le ministre-président Rudi Vervoort, PS lui aussi !

Les communes, les gouvernements régionaux, rackettés par les promoteurs immobiliers et les banques, imposent l'austérité aux travailleurs, quelle que soit la couleur des politiciens en place.

## Après les promesses, les menaces

A La Louvière, les ouvriers communaux s'entendent dire par les chefs que « en cas de victoire du MR, beaucoup vont perdre leur emploi ». Une crainte évidemment alimentée par les élus socialistes, dont c'est le seul argument de campagne pour les élections communales d'octobre.

Les prochaines majorités de droite, aux gouvernements comme dans les communes, s'apprêtent incontestablement à imposer l'austérité à la population et des suppressions d'emplois dans les administrations. Mais le PS ne fera pas autre chose, car au-dessus des partis, ce sont les marchés financiers qui dictent leurs lois.

Les travailleurs et la population devront défendre leurs emplois, les crèches et les écoles sans se

préoccuper de la couleur politique de ceux qui leur donnent des coups.

## Après La Strada, La Storia du profit continue

Le 28 juin, le Conseil Communal de La Louvière était appelé à voter une procédure de marché public pour la construction d'un « éco-quartier » à l'emplacement de l'ancienne usine Boch.

Sur papier, tout est beau : logements neufs, espaces verts, commerces... Mais comment payer le coût d'un projet évalué à plusieurs dizaines de millions d'euros, alors que la dette de la Ville atteint déjà 90 millions ?

Le projet de centre commercial « La Strada », prévu au même endroit, s'est soldé par un fiasco suite aux exigences du groupe Wilhelm & Co, qui réclamait toujours plus d'argent public pour rentabiliser son investissement. 14 ans après, la Ville est toujours en procès avec ce promoteur immobilier qui lui réclame 86 millions de dommages et intérêts.

C'est un fait que beaucoup de quartiers de La Louvière sont composés de maisons peu confortables et mal isolées, que les chaussées sont dégradées, les rues étroites, polluées, encombrées de trafic. Oui, les villes au 21e siècle devraient être plus agréables et commodes pour les habitants de tous les âges.

Mais ces besoins collectifs sont pris en otage par des groupes capitalistes qui ne se préoccupent que des profits qu'ils en attendent. Ils peuvent privatiser l'espace public, racketter les petits commerçants à qui ils louent les espaces commerciaux ou laisser tomber le projet à l'état de friche en plein centre-ville, au gré de leurs intérêts.

## Pas de master plan pour les écoles

Fort d'une pétition de 370 signatures, un grand-père est venu

interpeller le conseil communal de La Louvière sur l'état de délabrement des classes-conteneurs provisoires... depuis 30 ans de l'école maternelle de la rue Sous-le-bois à Strépy-Bracqegnies. « De l'eau coule dans le préau, les toitures sont très abîmées voire carrément pourries, le chauffage dans un des conteneurs consiste en trois petits chauffages électriques, c'est cher pour la commune et froid pour les enfants ».



Bien que des travaux de rénovation sont prévus dans plusieurs écoles, rien n'a été prévu pour ces conteneurs, alors que cela fait des années qu'on dit qu'on va les remplacer. Quand on leur demande « Quand est-ce que les enseignants vont pouvoir travailler dans des conditions acceptables ? » « Quand comptez-vous remplacer ces conteneurs ? », le bourgmestre confirme le remplacement des vieux conteneurs... par des nouveaux... Et il tient à rassurer « ce seront des conteneurs de qualité. On fait des conteneurs aujourd'hui qui sont très confortables ». « Ça va jusqu'à l'air conditionné » ajoute-t-il. Les parents qui réclament aujourd'hui ont bien raison mais il faudra qu'ils restent vigilants pour ne pas encore attendre quelques dizaines d'années...

**Suivez-nous  
sur Facebook :  
Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be)

Tel : 0470-18.82.39

Internet : [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)